

« - On peut ainsi connaître les choses en les observant de l'extérieur !

- Les choses de l'art, car nous reparcourons dans notre esprit les opérations de l'artisan. Pas les choses de la nature, car elles ne sont point l'œuvre de notre esprit ».

Umberto Eco, Le nom de la Rose.

Les limites éthiques des politiques de compensation en contexte de perte de biodiversité

Rémy Petitimbart

Science politique – Lille 2 – Ceraps

Clémence Guimont

Science politique – Lille 2 – Ceraps



Un constat initial partagé : **l'accélération de la perte de la biodiversité** d'origine anthropique (Jackson, Hobbs, 2009 ; Pärtel et al., 2010 : 124-128 ; Steffen, et al., 2015).

Cette érosion menace le vivant dans sa forme actuelle ainsi que nos capacités à maintenir la production agricole, les paysages, etc. Elle nous oblige à repenser **notre responsabilité** dans la disparition du vivant et à analyser **les solutions politiques** en situation de crise.

La biodiversité est mise à l'agenda et est prise en charge dans certaines politiques publiques mais **quelle place** y ont les **irréversibilités écologiques** ? (approche par le *Green Political Theory* (Dobson, 1990)).

Problématique :

La compensation ne doit pas être cantonnée à sa dimension technique mais mérite d'être analysée à la lumière des enjeux éthiques et politiques que pose l'érosion de la biodiversité. Nous souhaitons interroger la possibilité de penser la séquence ERC autrement que par le prisme de l'anthropocentrisme.



Terrain(s) :

- Deux enquêtes empiriques fondées sur des **entretiens semi-directifs** menés dans le cadre de **deux thèses en Science politique** .
- La première porte sur l'institutionnalisation de la compensation et des services écosystémiques au niveau national
- La seconde sur les politiques territoriales de biodiversité dans les Hauts de France
- Complémentarité des terrains pour saisir la **fabrique de l'action publique**, au niveau des **pouvoirs publics** et des **experts** tant au niveau **national** que **local**.



1. ERC : La primauté de la compensation

- Loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages a institué la séquence « Eviter, Réduire, Compenser » comme modalité de conciliation.
- Trois étapes distinctes mais primauté de la compensation pour trois raisons :

1.1 Un cadre cognitif anthropocentré

- Des intérêts politiques, économiques et sociaux anthropocentrés et utilitaristes comme socle
- La faisabilité de projets d'aménagement jugés prioritairement du fait de leur utilité pour la communauté humaine
- La compensation comme modalité d'acceptation sociale du projet



1.2 La difficile traduction en instrument politique de l'évitement

- Difficulté de conception des outils de l'évitement et de la réduction
- Difficultés accrues de la mise en œuvre de l'évitement aux différentes étapes de l'instrument : appréhension, conception, application

Geneviève Gaillard, rapporteure de la loi :

« J'aurais aimé trouver des moyens de qualifier l'évitement, de qualifier la réduction. C'est quasiment pas possible. Eviter c'est éviter. Comment vous voulez qualifier, définir, un évitement ? C'est un évitement ! La réduction c'est pareil, y'a des études qui sont faites en amont du projet...Réduire, c'est réduire. Donc...on ne peut pas se permettre...Mettre des pourcentages, dire « on réduit de 5% ou 10 % » ça ne rime à rien. Donc on fait un peu confiance aux gens qui savent que de toute façon, s'il n'y a pas d'évitement, de réduction et s'ils arrivent à la compensation là...Voilà ! C'est compliqué de définir tout ça. On a travaillé avec le ministère, avec des experts, avec des ONG, on a travaillé avec tous ceux que l'on pouvait et moi je n'ai pas trouvé. Et c'est compliqué. »

Entretien semi-directif mené le 27 février 2017



1.3 L'impossible objectivation de l'évitement et de la réduction

- Difficulté à Eviter et Réduire dès lors que le projet est politique :

Nous, comme outil, nous avons la VAN [Valeur actuelle nette]. Ça nous permet d'évaluer en amont l'intérêt d'un projet d'aménagement, son utilité sociale, et de rapporter ça à l'euro investi. Ça nous est demandé par le budget. Bon, nous, on plaide pour un éclatement de la VAN, que l'on n'en arrive pas à une extrémité qui consisterait à tout agréger et à tout rapporter à un seul chiffre exprimé en euro. Bon du coup sur les projets d'aménagement, ça paraît simple : la VAN est positive, on le réalise, elle est négative, on range le projet dans le tiroir. Ça c'est la théorie, parce qu'en fait, tout dépend du type de projet. S'il s'agit d'un hôpital ben la rationalité n'est plus économique, elle devient politique. On reste soumis à la séquence ERC mais là, l'enjeu est de taille, on passe directement au « C ».

Entretien semi-directif mené le 15 novembre 2016, Commissariat Général à l'Investissement

L'idée de compensation est fondée sur la substituabilité et la capacité de l'humain à atténuer les impacts du développement dans sa forme actuelle.



2. Un rythme d'érosion de la biodiversité effréné

Le rythme de disparition des espèces animales est environ cent fois plus rapide que par le passé (*Ceballos et al., 2015*).

2.1 L'accélération de la disparition de la biodiversité : ralentir le rythme

- Une rapidité et une ampleur qui inquiètent
- Obstacle à la résilience et à l'adaptation des espèces et aux évolutions des écosystèmes (*Barnosky et al., 2012*)

2.2 Les activités anthropiques responsables de l'accélération de l'extinction

- Cette extinction est liée aux activités anthropiques – fragmentation et artificialisation des sols, urbanisation croissante, agriculture intensive et effets du changement climatique. (*Jackson, Hobbs, 2009 ; Pärtel et al., 2010 : 124-128 ; Steffen, et al., 2015*)

« *Natural extinction opens doors, anthropogenic extinction closes them.* » (Rolston, 2011, p. 193)



2.3 Les irréversibilités et le risque d'effondrement

- Irréversibilités : seuils en dessous desquels nous assistons à la disparition d'espèces et d'écosystèmes. Si les seuils de disparition sont atteints, il n'est plus possible de revenir en arrière, les espèces disparaissent à jamais (Barnosky et al., 2012).
- Risque qu'avec l'accélération de la disparition des espèces, les irréversibilités s'accroissent et surtout qu'il y ait un **effet multiplicateur** qui fasse passer ces irréversibilités à un échelon supérieur voir global.

Nous sommes ainsi **responsables de cette érosion accélérée et irréversible** de la biodiversité (Hess, 2015). Cette responsabilité, du fait de ses origines anthropiques, de ses conséquences sur le vivant et sur les organisations humaines même est **éminemment politique**.

La technicisation et le déséquilibre de la séquence ERC soulèvent donc des **questions politiques et morales** : quelles valeurs notre société accorde au vivant dans les arbitrages pris lors des aménagements ?



Conclusion - Les limites de la compensation : repolitiser la perte de biodiversité

La question prédominante est une question **morale** de **valeur** et de **valorisation** du vivant.

Penser un rééquilibrage de la séquence ERC en réhabilitant l'évitement à travers la prise en considération de la **valeur intrinsèque du vivant** (Hess, 2013).

Le développement humain s'est bâti sur l'idée d'abondance de la nature. Or, la crise du vivant et la confrontation à la réalité de l'absence de cette abondance doit nous amener à reconsidérer ce développement. D'autant que la crise du vivant a lieu du fait de la dynamique et des principes de fonctionnement de ce développement, d'où la reconnaissance de la **responsabilité collective**.

Nous proposons de dépasser l'anthropocentrisme de la compensation en travaillant à la **réhabilitation de l'évitement** qui passerait par l'intégration de la valeur intrinsèque du vivant.

« Une chose est juste quand elle tend à perturber la communauté biotique sur une échelle spatiale et temporelle normale. Elle est mauvaise quand il en va autrement. » Callicott, 1999, p.138